

contacts accrus avec nos voisins de l'Asie et du Pacifique nous permettront d'acquérir, éclaireront-elles certaines parties de nous-mêmes; nous arriverons peut-être à mieux comprendre cette identité canadienne qui nous échappe, aussi bien dans ses points forts que dans ses points faibles.

Le rattrapage à effectuer exige donc des Canadiens qu'ils agissent avec rapidité et efficacité. La première étape doit comporter l'élaboration d'objectifs à long terme et unifiés. Sur le plan pratique, il faudra pour cela acquérir les connaissances dont nous avons besoin pour prendre ces décisions, ce qui nécessite l'acquisition de compétences particulières.

En raison de la taille du Canada et de sa faible population, les ressources humaines du pays dans ce domaine, tout comme ses ressources naturelles, sont éparpillées et doivent être coordonnées pour nous donner une plus grande efficacité. En effet, il serait très coûteux pour les provinces de s'attaquer individuellement à cette tâche. Une Fondation Asie-Pacifique, qui serait un organisme national guidé par les spécialistes canadiens des affaires asiatiques et pacifiques les plus compétents et les plus respectés, provenant de de toutes les régions et de tous les secteurs de notre société, pourrait constituer un moyen idéal d'échanges et de coopération. Elle pourrait déboucher sur une approche canadienne à long terme et unifiée, tout en reflétant et en tenant compte de notre diversité régionale.

De plus, le défi de l'Asie et du Pacifique pourrait aussi être le catalyseur qui obligerait les Canadiens à trouver de nouvelles façons de travailler ensemble à la solution de vieux problèmes. Notre pays traverse actuellement une crise. Ce n'est pas uniquement, comme on le croit couramment, une crise économique: c'est une crise de confiance. De grandes possibilités s'offrent à nous, mais nous semblons manquer d'une orientation commune ainsi que de la volonté et de la discipline nécessaires pour les exploiter.

Le problème tient en partie au fait que notre pays est divisé dans ses intérêts sur les plans tant régional que sectoriel. Par exemple, les intérêts de nos industries d'exportation (principalement les ressources de l'Ouest) sont en conflit avec les intérêts des fabricants intérieurs (implantés principalement dans l'Est), qui non seulement sont menacés par la hausse des importations de produits finis venant de l'Asie et du Pacifique, mais sont également frustrés par des obstacles réels et imaginaires dans leurs efforts de pénétration de ces marchés. Ces intérêts des fabricants entrent eux-mêmes en conflit avec ceux des consommateurs, qui veulent avoir plus de choix à des prix concurrentiels.

Le problème est aggravé par toute la question des intérêts relatifs aux ressources à long terme au Canada. Viendra un moment où nous devons nous demander combien de temps notre société pourra continuer à exporter ses ressources naturelles — dont un grand nombre ne sont pas renouvelables — tout en continuant à importer de plus en plus d'articles manufacturés jusqu'à ce que nous atteignons le point de non-retour: créer des emplois dans les autres pays en leur fournissant nos ressources naturelles et détruire par voie de conséquence notre propre industrie de fabrication sans créer de nouvelles possibilités d'emploi.

Bien que ce soit pour nous une obligation bien réelle de continuer à fournir les matières premières dont les sociétés de l'Asie et du Pacifique ont besoin et sur lesquelles elles dépendent maintenant pour employer leur population, nous devons employer nos compétences à trouver dans l'échange un équilibre approprié qui soit mutuellement profitable. Dans nos discussions avec ces pays, nous devons trouver un moyen